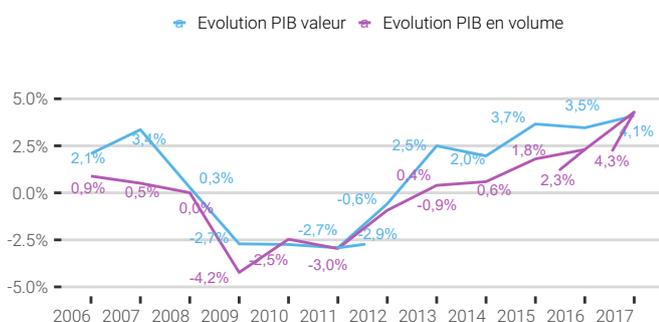


Les comptes économiques en 2017

Le Produit Intérieur Brut (PIB) à prix courants s'établit à 616 milliards de F.CFP en 2017, en progression de 24 milliards par rapport à 2016, soit une hausse de 4 % de la richesse. Après correction des effets-prix, le PIB à prix constants croît de 4,3 %. Toutes les composantes de la demande sont en croissance sur cet exercice, bien que la consommation des ménages et l'investissement privé contribuent, à eux seuls, aux trois quarts de la hausse du PIB. La croissance du PIB par habitant se poursuit (+ 3,8 %), en 2017, pour atteindre 2 millions de F.CFP, aux prix de 2005, soit 92 % du PIB par habitant de 2007 aux prix de 2005.

Fig. 1. Évolution du PIB réel et nominal



Source : Comptes économiques, ISPF

TABLE 1. Approche du PIB par l'emploi des ressources

Unité : millions de F.CFP	2017 à prix constants	2016	Évolution réelle	Contribution à l'évolution du PIB
CONSOMMATION FINALE (a)	587 080	569 064	3,2%	3,0%
Consommation des ménages	397 472	384 301	3,4%	2,2%
Consommation finale des Administrations	189 608	184 763	2,6%	0,8%
FORMATION BRUTE DE CAPITAL (b)	116 984	110 255	6,1%	1,1%
Biens d'équipements	62 615	56 800	10,2%	1,0%
Construction	52 180	51 333	1,7%	0,1%
Investissements immatériels	2 189	2 122	3,2%	0,0%
VARIATIONS DES STOCKS (c)	3 024	-1 416		0,7%
SOLDE DE LA BALANCE DES BIENS ET SERVICES (d)	-89 031	-85 285	4,4%	-0,6%
EXPORTATIONS	120 933	116 228	4,0%	0,8%
Exportations de biens	27 940	25 665	8,9%	0,4%
Exportations de services	92 993	90 563	2,7%	0,4%
IMPORTATIONS	209 964	201 513	4,2%	-1,4%
Importations de biens	181 375	174 127	4,2%	-1,2%
Importations de services	28 589	27 386	4,4%	-0,2%
PIB (a+b+c+d)	618 057	592 618		4,3%

Source : Comptes économiques, ISPF

Note de lecture : la production locale et les importations constituent l'offre consommée par les quatre agents économiques. Les ménages et les administrations consomment et investissent tout comme les entreprises, à la différence que celles-ci consomment des produits qui seront transformés (consommation intermédiaire). Le dernier acteur de l'économie, le « reste du monde », d'où proviennent les importations, est aussi un débouché pour les biens et services produits en Polynésie française au travers des exportations. L'analyse de ces différents agrégats est essentielle pour connaître la contribution à la croissance du PIB des différents agents économiques.

Consommation finale des ménages : la confiance retrouvée

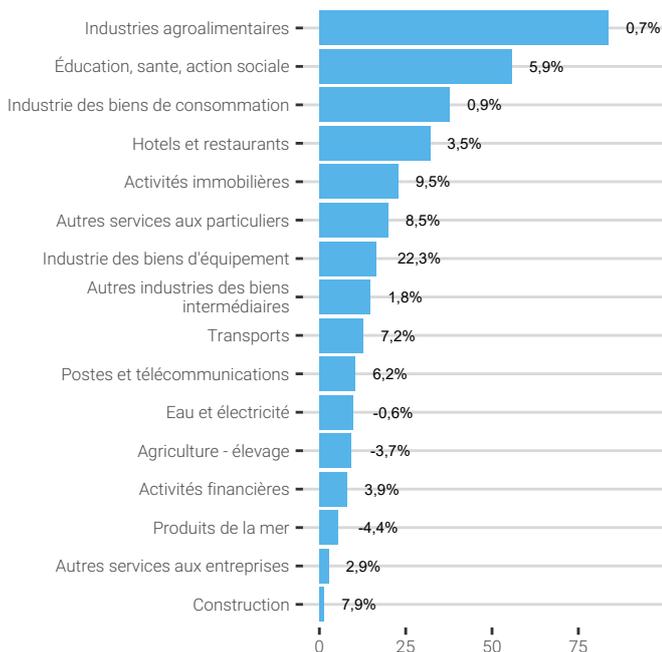
La consommation finale marchande des ménages est le moteur du dynamisme économique polynésien. Cette composante progresse en volume de 4 % en 2017 (après une hausse de 3,6 % sur 2016) soit une dépense totale de 343 milliards de F.CFP (soit 56 % du PIB). Les acquisitions automobiles soutiennent la consommation de biens (+ 2,2 %) tandis que les dépenses d'éducation et de santé, de services immobiliers et de services à la personne expliquent une grande part de la hausse de consommation de services (+ 5,8 %).

La forte hausse de la consommation de biens d'équipements se retrouve dans l'augmentation de 38,9 % du nombre d'immatriculations de voitures particulières neuves ainsi que dans la croissance de la production de marge du commerce automobile (+ 24 %). La totalité de ces biens étant importés, le regain des ventes automobiles se traduit aussi par une hausse en volume de 26,4 % des importations de véhicules de transport (hors avions et bateaux). À l'inverse, hors automobiles, la consommation des autres biens par les ménages polynésiens est restée stable en volume (+ 0,1 %, hors véhicules de transports terrestres).

La demande des ménages s'est nettement accrue en 2017 pour tous les types de services, à l'exception de la distribution d'eau et d'électricité. L'activité des branches de services témoigne de cette dynamique, ces branches (hors « eau et électricité », « commerce » et « administration ») affichant une croissance moyenne de 4,2 %

de la production. Parallèlement, leurs effectifs salariés progressent de 3,1 % (en équivalent temps plein (ETP), hors fonctionnaires).

Fig. 2. Consommation finale marchande des ménages 2017 à prix constants en mds de F.CFP (valeur et évolution par rapport à 2016)



Source : Comptes économiques, ISPF

Au global, ce sont les créations nettes d'emplois salariés ETP de 2017 (+ 1,8 %), mais aussi celles de 2016 (+ 2 %) ainsi que les profits des entreprises individuelles qui redonnent confiance et disponibilités financières aux ménages pour accroître leur consommation, notamment celle de biens dits durables.

La consommation non marchande, valorisée à 54 milliards de F.CFP, demeure stable, la hausse de l'autoconsommation de loyer¹ compensant la baisse de toutes les autres autoconsommations. La consommation non marchande de produits agricoles, valorisée à 3,2 milliards de F.CFP, accompagne dans la baisse (- 1,6 %) la production marchande du secteur agricole (- 2,6 %).

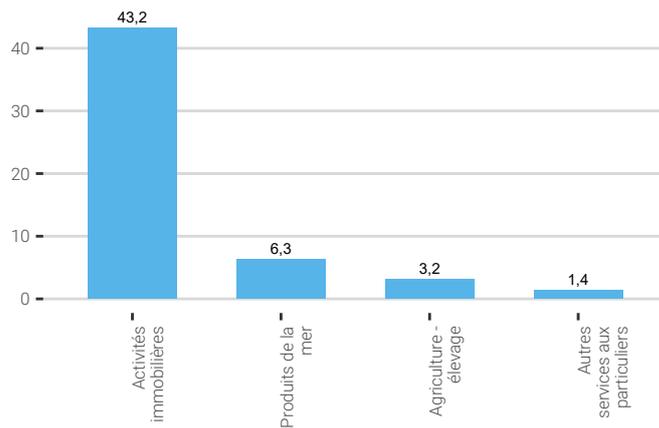
La consommation totale des ménages est de ce fait en hausse de 3,4 % et contribue pour 2,2 points à la croissance du PIB réel.

Consommation finale des administrations publiques : hausse de la dépense publique

Depuis 2015, la consommation publique, qui correspond à l'ensemble des dépenses engagées par les administrations pour la production de biens et services finaux non marchands (hors formation brute de capital fixe – FBCF), a retrouvé le chemin de la croissance. En 2017, cette composante est en hausse de 2,6 %.

1. Les ménages propriétaires de leur logement sont considérés comme produisant et autoconsommant un service, autoconsommation généralement appelée autoconsommation de loyer

Fig. 3. Consommation non marchande des ménages 2017 à prix constants en mds de F.CFP



Source : Comptes économiques, ISPF

TABLE 2. Consommation finale des administrations - en mds de F.CFP

Unité : millions de F.CFP	2017 à prix constants	2016	Évolution réelle
Achats (a)	49,0	45,8	6,9%
<i>dont achats de biens</i>	14,5	13,7	6,5%
<i>achats de services</i>	34,5	32,2	7,1%
Salaires et charges (b)	144,2	141,3	2,1%
Consommation de capital fixe (c)	26,6	26,7	-0,1%
Production vendue par le secteur public (d)	30,3	29,0	4,4%
Consommation finale totale (a+b+c-d)	189,6	184,8	2,6%

Source : Comptes économiques, ISPF

Note : La plus grande partie de la production vendue (73 %) est constituée de la production de service de santé du Centre Hospitalier Territorial.

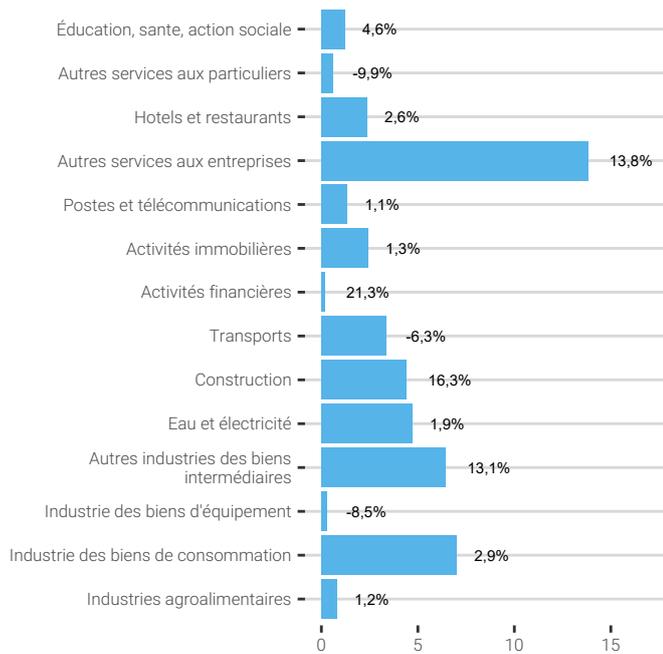
Les achats réalisés par les entités publiques progressent de 6,9 %, uniformément sur les biens (+ 6,5 %) et les services (+ 7,1 %). Les communes (+ 11,3 %), l'Etat (+ 9,9 %), le Pays (+ 8,5 %) et les établissements publics (+ 2 %) intensifient de concert leurs demandes en biens et services. Ce soutien de la dépense publique est particulièrement important pour les activités de services aux entreprises pour lesquelles la demande de l'Administration représente 48 % de la production totale. L'engouement de l'Administration pour ces services en 2017 (+ 13,8 %) permet à la production de la branche « services aux entreprises » de croître de 6,8 %.

Autres dépenses des administrations, les salaires et charges progressent en volume de 2,1 %.

Enfin, la consommation de capital fixe², dont l'évolution est intimement liée aux investissements de l'Administration sur les périodes précédentes, reste stable.

2. La consommation de capital fixe représente la dépréciation subie par le capital fixe au cours de la période considérée par suite d'usure normale et d'obsolescence prévisible, y compris une provision pour pertes d'actifs fixes à la suite de dommages accidentels assurables.

Fig. 4. Dépenses 2017 en biens et services de l'administration, à prix constants, en mds de F.CFP

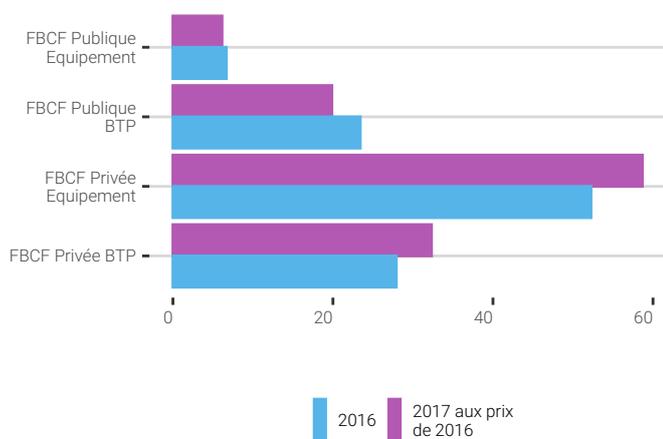


Source : Comptes économiques, ISPF

Formation brute de capital fixe : les acteurs privés investissent davantage

Les administrations publiques, les entreprises, mais aussi les ménages (uniquement pour leurs constructions et acquisitions de logements neufs) consacrent 117 milliards de F.CFP à l'investissement en 2017. Les investissements consentis par les entreprises privées (+ 14,2 %) et ceux réalisés par les ménages (+ 12,1 %) compensent la baisse des investissements publics (- 13,6 %). De ce fait, la formation brute de capital fixe s'accroît de 6,1 % en 2017 et retrouve des niveaux inégalés depuis l'année 2010.

Fig. 5. Formation brute de capital fixe, en mds de F.CFP aux prix de 2005



Source : Comptes économiques, ISPF

Le retour d'un climat des affaires favorable à l'investissement et donc à une contribution positive de cette composante à la croissance du PIB était observable dans les intentions d'investissement

à un an mesurées en 2016 par l'Institut d'émission d'Outre-mer (IEOM), qui déjà remarquait une amélioration de la confiance des chefs d'entreprise dans le niveau d'activité attendu.

Fig. 6. Prévisions d'investissement des entreprises à 1 an



Source : Enquête trimestrielle de conjoncture de l'IEOM

En 2017, l'investissement en biens comme en bâtiments et travaux publics (BTP) augmente. La demande d'investissement en biens d'équipements³ progresse de 10,2 % et atteint 62,6 milliards de F.CFP tandis que celle en BTP, valorisée à 52,2 milliards, croît de 1,7 %.

Porteur de la dynamique d'investissement en 2017, le secteur privé a acquis pour 58,7 milliards de F.CFP de biens d'équipements (+ 12,3 %), tandis que la demande des administrations se contracte de 8 %, à 6,1 milliards de F.CFP. Sur cet exercice, ces dépenses sont notamment moins importantes pour les établissements publics et dans une moindre mesure pour le Pays, avec des diminutions respectives de leur demande à hauteur de 25 et 7,5 %.

TABLE 3. Valeur des investissements en biens, en mds de F.CFP

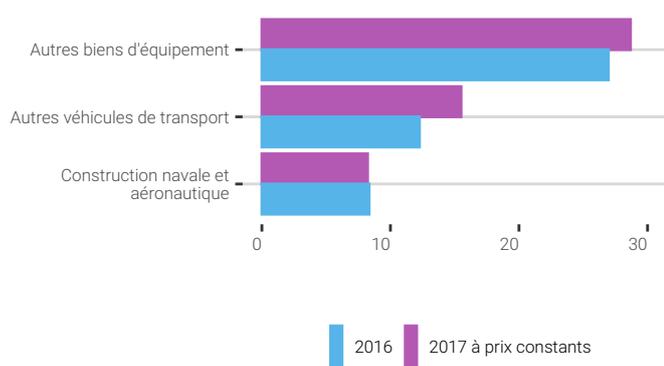
	2017 à prix constants	2016
Autres biens de consommation	1,0	0,9
Construction navale et aéronautique	11,0	10,3
Autres véhicules de transport	12,1	9,5
Autres biens d'équipement	38,1	35,7
Autres produits textiles	0,0	0,0
Produits de la sidérurgie	0,4	0,3
Services informatiques	2,2	2,1

Source : Comptes économiques, ISPF

L'évolution des importations de ce type de biens, peu produits localement, illustre la tendance constatée sur la Formation Brute de Capital Fixe.

3. Les acquisitions d'immobilisations incorporelles ont été comptabilisées avec les acquisitions de biens d'équipement. Elles représentent moins de 2 % de l'investissement total et cette agrégation a pour but de faciliter la lecture.

Fig. 7. Importations de biens d'équipement à prix constants en mds de F.CFP



Source : Services des Douanes, Comptes économiques, ISPF

L'investissement en BTP en 2017 progresse (+ 1,7 %) mais plus faiblement que l'investissement en biens d'équipements. La demande publique, valorisée à 19,9 milliards de F.CFP, diminue de 15,2 % tandis que la demande privée (entreprises et ménages) progresse de 15,8 %, pour atteindre 32,3 milliards de F.CFP. Si la baisse de la demande publique en 2016 était majoritairement attribuable au Pays, celle de 2017 est liée à la fin du chantier de construction de la prison de Papeari, commande de l'État qui aura soutenu les dépenses de BTP de l'Administration à hauteur de 9 milliards de F.CFP sur 3 ans. Ainsi, les dépenses de l'État en construction sont en chute de 43,7 %, tandis que celles du Pays et des établissements publics fléchissent respectivement de 14,5 et 18,8 % en volume. Seul l'investissement en BTP des communes progresse sur cet exercice (+ 16,2 %).

La demande privée en construction provient, pour la plus grande part, des ménages (30 milliards de F.CFP) et, dans une moindre mesure, des entreprises (2,3 milliards de F.CFP).

Les acquisitions de logements neufs par les ménages poursuivent leur tendance croissante (+ 12,1 % en 2017), soutenue par la bonne tenue du marché de l'emploi et par un niveau de taux d'intérêt particulièrement bas. Les hausses significatives des chiffres d'affaires des entreprises de la construction de maisons individuelles et de travaux de finition illustrent l'appétit immobilier des ménages et compensent la baisse d'activité des entreprises de la construction d'autres bâtiments.

Les investissements en BTP des entreprises doublent entre 2016 et 2017, passant de 1,2 à 2,3 milliards de F.CFP. Les entreprises des branches Transports et Télécommunications de même que celles de la branche Hôtellerie-Restaurant, qui bénéficie de la hausse de la fréquentation touristique, construisent (ou rénovent) davantage en 2017, souvent dans le cadre de la défiscalisation locale et nationale. L'amélioration de la trésorerie, les perspectives de hausse des ventes et des taux bas continuent de stimuler les investissements des entreprises tant en équipements qu'en bâtiments.

D'autre part, si l'année 2016 a été une année de déstockage pour les entreprises polynésiennes, 2017 est une année de reconstitution des stocks. Généralement rattachée à la composante FBCF pour l'analyse de la croissance, la variation de stocks (3 milliards de F.CFP d'accroissement des stocks) contribue pour 0,7 point à la croissance du PIB 2017. Ces stocks augmentent principalement pour les produits pétroliers et pour les biens d'équipements.

Exportations de biens et de services : la demande extérieure demeure soutenue

La demande extérieure, en biens comme en services, adressée à la Polynésie française est un des facteurs d'accélération de la croissance. La valeur de cette composante atteint 120,9 milliards de F.CFP en 2017, soit une valeur supérieure de 4,1 % à celle de 2016. Les exportations de biens tirent la tendance, affichant une hausse de 8,9 % en volume, mais les exportations de services progressent également (+ 2,7 %), entraînées par une fréquentation touristique en passe de retrouver un effectif de 200 000 touristes pour la première fois depuis 2008.

Moteur de la demande extérieure et produit le plus exporté, la perle de Tahiti, connaît une embellie en 2017 avec une hausse de 36 % des quantités acquises par le reste du monde. Cette hausse masque cependant une baisse du prix au gramme – et très certainement une baisse de qualité – des perles brutes exportées. Si les exportations de poissons progressent également (+ 8 %), la production totale de cette branche se contracte de près de 3 % du fait d'un ralentissement de la demande intérieure. Si, au global, les exportations de produits de l'industrie sont stables, la demande étrangère en bijoux (principalement d'ouvrages en perles) progresse de 9 % pour atteindre 1,7 milliard de F.CFP soutenant ainsi les exportations de biens de consommation.

La demande internationale en transports, en services aux entreprises et en hôtellerie-restauration alimente la croissance des exportations de services. Les activités de transports, notamment celle des agents de voyages et tours opérateurs réceptifs, bénéficient de l'accroissement du nombre de touristes en hébergements terrestres marchands. La hausse de la fréquentation touristique payante explique également la progression de la valeur exportée de services d'hôtellerie-restauration. D'autre part, le négoce international, moteur des exportations de services aux entreprises, profite d'un contexte local et mondial favorable aux échanges de marchandises.

TABLE 4. Exportations de biens et de services, en mds de F.CFP

	2017 aux prix 2016	2016	Évolution
Biens exportés			
Agriculture - élevage	1,0	1,1	-10,2%
Produits de la mer	11,4	8,7	31,7%
Industries agroalimentaires	2,5	2,8	-10,6%
Industrie des biens de consommation	8,1	7,6	6,9%
Industrie des biens d'équipement	3,4	3,9	-13,0%
Autres industries des biens intermédiaires	1,6	1,7	-5,0%
Total Biens	27,9	25,7	8,9%
Services exportés			
Construction	0,0	-	
Transports	48,1	47,0	2,3%
Activités financières	0,8	1,0	-19,8%
Activités immobilières	0,1	0,0	56,5%
Postes et télécommunications	1,4	1,6	-13,1%
Autres services aux entreprises	6,3	5,2	20,7%
Hotels et restaurants	32,1	31,5	1,9%
Autres services aux particuliers	4,3	4,3	1,2%
Total Services	93,0	90,6	2,7%

Source : Services des Douanes, Comptes économiques, ISPF

Les ressources de l'économie polynésienne

La production polynésienne croît en volume pour la cinquième année consécutive. La production des entreprises et de l'Administration en biens et en services atteint 958 milliards de F.CFP, soit 36 milliards de plus qu'en 2016. Cette dynamique économique entraîne une hausse significative des importations de biens et de services, conduisant à une augmentation du total des ressources de 48 milliards de F.CFP.

TABLE 5. Les ressources de l'économie polynésienne, en millions de F.CFP

Unité : millions de F.CFP	2017 à prix constants	2016	Évolution réelle
Production (z)	957 863	921 657	3,9%
Somme des valeurs ajoutées (a)	540 028	517 695	4,3%
Impôts sur les importations (b)	31 348	29 902	4,8%
Impôts sur les exportations (c)	500	375	33,3%
Autres impôts sur les produits (d)	45 774	44 231	3,5%
Subvention sur les produits (e)	407	415	-1,9%
Importation (f)	209 964	201 513	4,2%
Total ressource (z+b+c+d+e+f)	1 245 856	1 198 093	4,0%
Produit Intérieur Brut (PIB)(a+b+c+d+e)	618 057	592 618	4,3%
PIB/habitant	2,24	2,16	3,8%

Source : Comptes économiques, ISPF

TABLE 6. Valeurs et évolutions de production marchande et non marchande, en mds de F.CFP

En milliards de F.CFP	Production Marchande		Production non marchande		Total Production	
	2017 aux prix 2016	Évolution	2017 aux prix 2016	Évolution	2017 aux prix 2016	Évolution
Branches						
Agriculture - élevage	6,8	-3,0%	3,2	-1,6%	9,9	-2,6%
Perliculture	10,3	34,9%	-	-	10,3	34,9%
Peche	8,9	-2,7%	6,3	-0,2%	15,2	-1,7%
Industries agro alimentaires	33,9	2,2%	-	-	33,9	2,2%
Industrie des biens de consommation	10,6	3,7%	-	-	10,6	3,7%
Industrie des biens d'équipement	10,3	10,3%	-	-	10,3	10,3%
Autres industries des biens intermédiaires	16,3	9,7%	-	-	16,3	9,7%
Distribution d'eau et d'électricité	31,2	0,8%	-	-	31,2	0,8%
Batiment et travaux publics	57,9	1,5%	0,4	-2,5%	58,3	1,5%
Commerce automobile	10,9	13,1%	-	-	10,9	13,1%
Commerce produits pétroliers	6,6	-2,1%	-	-	6,6	-2,1%
Autres Commerces	68,5	2,0%	-	-	68,5	2,0%
Transports routiers	5,3	6,6%	-	-	5,3	6,6%
Transports maritimes	13,8	-4,5%	-	-	13,8	-4,5%
Transports aériens	52,9	3,4%	-	-	52,9	3,4%
Auxiliaires de transports	41,9	6,4%	3,8	-5,0%	45,7	5,4%
Activités financières	33,0	3,1%	-	-	33,0	3,1%
Activités immobilières	45,4	10,7%	48,7	2,6%	94,1	6,3%
Postes et télécommunications	30,5	4,4%	0,5	11,8%	31,0	4,6%
Services aux entreprises	65,1	6,8%	-	-	65,1	6,8%
Hôtels	41,0	3,0%	-	-	41,0	3,0%
Autres Hébergements	2,7	9,4%	-	-	2,7	9,4%
Restauration	26,1	3,5%	-	-	26,1	3,5%
Services aux particuliers	22,1	8,8%	3,2	-0,4%	25,3	7,5%
Education	5,8	1,2%	54,0	1,3%	59,8	1,3%
Santé et action sociale	52,1	6,1%	10,6	3,4%	62,6	5,6%
Administrations	3,8	2,8%	113,6	2,6%	117,4	2,6%
ENSEMBLE	714	4,6%	244,2	2,0%	957,9	3,9%

Source : Comptes économiques, ISPF

TABLE 7. Importations de biens et de services, en mds de F.CFP

	2017 aux prix 2016	2016	Évolution
Biens importés			
Agriculture - élevage	3,2	3,4	-5,1%
Produits de la mer	0,2	0,3	-12,6%
Industries agroalimentaires	39,4	39,2	0,6%
Industrie des biens de consommation	31,7	31,1	1,9%
Industrie des biens d'équipement	52,4	47,6	10,2%
Autres industries des biens intermédiaires	54,5	52,7	3,4%
Total Biens	181,4	174,1	4,2%
Services importés			
Construction	0,1	0,0	12800,0%
Transports	5,9	5,6	5,6%
Activités financières	2,3	2,1	7,2%
Activités immobilières	0,4	0,5	-20,7%
Postes et télécommunications	3,4	3,0	11,7%
Autres services aux entreprises	5,8	5,1	13,1%
Hôtels et restaurants	8,9	9,2	-2,6%
Autres services aux particuliers	1,7	1,7	-0,8%
Total Services	28,5	27,3	4,6%

Source : Services des Douanes, Comptes économiques, ISPF

Note méthodologique : La production locale et les importations constituent les ressources de l'économie polynésienne. Les agents économiques utilisent ces ressources pour l'ensemble de leurs activités⁴.

La méthodologie d'élaboration des comptes économiques décompose la production de la Polynésie française en 20 branches d'activité principales et 73 produits ou services, au niveau le plus fin. Les valeurs et les évolutions de production marchande et non marchande de ces branches constituent le premier tableau annexe. La valeur et l'évolution par produit/service des importations sont détaillées dans le second tableau annexe.

4. La production est valorisée aux prix « du producteur » (hors taxes), les importations aux prix « CAF » (Coût Assurance Fret). Pour mettre ces ressources en regard de leur utilisation par les agents économiques, il convient ensuite de les valoriser aux prix « utilisateurs » (taxes comprises) en additionnant le montant des taxes et subventions à la production et aux importations.

La production correspond à la somme des chiffres d'affaires réalisés en Polynésie française par les entités économiques produisant des biens et des services, augmentée de la production de marges de commerce et de la production non marchande du secteur Administrations.

Définitions

Effets-prix : Le PIB à prix constants (ou réel ou en volume) est la valeur totale de tous les biens et services finaux produits dans l'économie au cours d'une année donnée, calculée en utilisant les prix de l'année précédente. Le PIB à prix constants a l'avantage de montrer les variations à la hausse et à la baisse dans le volume (les quantités) de la production de biens et de services. En effet, en observant uniquement le PIB en valeur (ou nominal), on ne peut déterminer si la hausse de cet indicateur provient d'une hausse des prix, d'une hausse de la production ou dans quelles proportions ces deux variations se combinent.

Produit intérieur brut (PIB) : le produit intérieur brut se compose de la production intérieure brute augmentée de la valeur ajoutée du secteur non marchand, conventionnellement valorisée par les charges de personnel des administrations et des services domestiques. Il s'agit donc de la richesse créée par l'économie au cours d'une année.

PIB réel et PIB nominal : Le PIB réel (ou en volume ou encore à prix constants) est la valeur du PIB tenant compte des variations de prix, c'est-à-dire de l'inflation. Le PIB réel a l'avantage de ne mesurer que les variations à la hausse et à la baisse dans le volume (les quantités) de la production de biens et de services. En effet, en observant uniquement le PIB en valeur (ou nominal ou à prix courants), on ne peut déterminer si la hausse de cet indicateur provient d'une hausse des prix, d'une hausse de la production ou dans quelles proportions ces deux variations se combinent.

Secteurs : Le secteur constitue un regroupement d'unités de production homogène. Les secteurs marchands produisent des biens et services marchands, par opposition aux secteurs non marchands (administrations publiques) qui produisent des services non marchands et marginalement des biens et services marchands. Les 5 grands secteurs de la nomenclature des comptes sont les sociétés non financières, sociétés financières, les administrations, les ménages et le secteur des agents non résidents.

Production (P) : la production est l'activité socialement organisée consistant à créer des biens et services. La production est marchande lorsqu'elle s'échange ou est susceptible de s'échanger sur un marché, à un prix visant à couvrir au moins les coûts de production. Les services non marchands regroupent les services fournis par les administrations à titre gratuit ou quasi gratuit ainsi que les services domestiques. Il faut noter que l'activité productive concerne également les productions non commercialisées : produits agricoles vivriers, produits de la pêche, ainsi que les services fournis par les propriétaires de logements à eux-mêmes.

Consommations finales (CF) : elles sont uniquement le fait des ménages et des administrations : elles représentent la valeur des biens et services utilisés pour la satisfaction directe des besoins individuels ou collectifs.

Consommations intermédiaires (CI) : les consommations intermédiaires représentent la valeur des biens autres que les biens de capital fixe, et des services marchands consommés par les entreprises, au cours de la période, afin de mener à bien leurs activités : elles sont intégrées dans le processus de production.

Formation Brute De Capital Fixe (FBCF) : cette notion s'apparente à la notion d'investissement : elle représente la valeur brute des acquisitions en matériels et ouvrages de Bâtiment et Travaux Publics

destinés à être utilisés pendant au moins un an. Pour les ménages, la FBCF ne concerne que les achats de logements neufs, ou éventuellement les grosses réparations effectuées sur les logements existants, toutes leurs autres dépenses en biens (même durables) et en services sont comptabilisées en consommations finales.

Variations de stocks (VS) : les stocks comprennent tous les biens autres que les biens de capital fixe, détenus à un moment donné par les unités productrices résidentes. Par convention, les variations de stocks ne concernent ici que la production stockée des entreprises en fin d'exercice.

Branche d'activité : une branche (ou branche d'activité) regroupe des unités de production homogènes, c'est-à-dire qui fabriquent des produits (ou rendent des services) qui appartiennent au même item de la nomenclature d'activité économique considérée.

Télécharger les données

 Télécharger toutes les données et les données complémentaires

Bibliographie

- A. AILLOUD (2020) *Les comptes économiques en 2016*
- A. AILLOUD (2018) *Les comptes économiques en 2015*

Editeur	Institut de la statistique de Polynésie française
Collection	Points Etudes et Bilans
Numéro	1238
Auteur de la publication	Alexandre AILLOUD
Rédacteur en chef	Nadine RESNAY
Directeur de la publication	Nicolas PRUD'HOMME
Dépôt légal	Février 2021
Informations	Immeuble Uupa - 1 ^{er} étage 15 rue Edouard Ahnne BP 395 - 98713 Papeete Tahiti Polynésie française
Téléphone	+689 40 47 34 34
Fax	+689 40 42 72 52
Courriel	ispcf@ispcf.pf
Copyright	© ISPF, Papeete 2021 La reproduction est autorisée, sauf à des fins commerciales, si la source est mentionnée
ISSN	2118-478X

